



Que de temps perdu !

Jeunes
Agriculteurs

Depuis juin 2015, l'Agriculture Française est dans la rue !

La pression sur les négociations commerciales en cours se poursuit à tous les niveaux. Le Premier Ministre après avoir rencontré la grande distribution, va maintenant demander des engagements aux transformateurs. Les rencontres locales doivent se poursuivre.

#1



Baisse des charges qui pèsent sur le travail

Le Premier Ministre a annoncé une baisse immédiate de 10 points de cotisations sociales, soit 25% ce qui nous place au niveau de la moyenne européenne

Pour les exploitants ayant eu un revenu faible en 2015, une année blanche automatique et reconductible sur les cotisations 2016 a également été annoncée.

#2



Prolongement de l'année blanche sur les intérêts d'emprunts

La mesure est appliquée jusqu'au 30 juin 2016 sans plafond d'enveloppe

#3



Pour un étiquetage obligatoire de l'origine, y compris sur les produits transformés

Là aussi, après les discours, le travail diplomatique doit être mis en œuvre rapidement par le gouvernement.

Plusieurs autres pays européens rejoignent notre demande.

Nous lançons un appel aux opérateurs français qui peuvent d'ores et déjà le mettre en œuvre de manière volontaire.

Agriculteurs, Consommateurs :
même combat !

#4



Trouver une solution à l'embargo russe

Le gouvernement a annoncé sa volonté de lever l'embargo russe. Nous attendons que le ministre fasse un travail diplomatique important au niveau européen pour que les agriculteurs retrouvent de l'oxygène.

#5



Mise en place d'un fonds de soutien porcin

L'Autorité de la Concurrence a validé le principe d'un fonds temporaire, initié par la profession, de 100 millions d'euros sur 6 mois, alimenté par les transformateurs, GMS et RHF sur la viande fraîche et produits porcins (50% de porc minimum).

Ce fonds vise à apporter aux éleveurs de porcs français près de 10 cts/kg produit.

#6



Nouvelle méthode d'élaboration des normes

Mise en place du comité d'élaboration des normes sous l'égide d'un Préfet composé d'un collège interministériel et des professionnels agricoles avec plusieurs objectifs : simplifier, mettre au niveau européen, analyse de l'impact de toutes les nouvelles normes avant leur mise en place.

#7



Ecophyto

Le Gouvernement reprend les indicateurs proposés par la profession

Discussion autour d'une baisse substantielle des sanctions

#8



Pour un compte pénibilité adapté

Malgré l'inapplicabilité du compte pénibilité dans nos TPE, le Gouvernement refuse toute exception agricole

#9



Mise en place de la complémentaire santé

Pas d'affiliation obligatoire pour les salariés saisonniers qui ont des contrats de moins de 3 mois.